



PLAN D'ÉLECTRIFICATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

100 % libres
...100 % vous !

L'électrification de l'Europe : une ambition à concrétiser pour éviter l'échec climatique et industriel

Au moment où l'urgence climatique impose de faire de la décarbonation une priorité absolue et où les chocs géopolitiques mettent la souveraineté énergétique et la réduction des importations fossiles au centre de l'agenda politique, la CFE Énergies ne peut que saluer l'ambition d'électrification que la Commission européenne vient de rendre publique, et le changement de doctrine que ce plan semble augurer.

Une ambition alignée sur les enjeux mondiaux

La Commission vient en effet d'annoncer un plan d'électrification visant à doubler le taux d'électrification du Vieux-Continent de 23 à 46 % à horizon 2040. Ce plan européen est pleinement cohérent avec la volonté affichée par la présidence de la COP 21 de placer l'électrification au cœur de l'agenda de la prochaine COP qui doit se dérouler en Turquie en novembre, avec un objectif mondial d'électrification de 35 % d'ici 2035.

Avertissement : le risque d'un plan sans portée contraignante

Pour autant, la CFE Énergies appelle les dirigeants européens à ne pas se contenter de ces effets d'annonce et à donner une véritable colonne vertébrale à ce qui n'est, pour l'instant, qu'une ambition sur papier. Chacun sait que le terme de plan d'actions n'a, dans le vocabulaire bruxellois, aucune portée juridique contraignante.

Enjeu climatique : éviter une électrification contre-productive

Ce passage de la parole aux actes réellement ancrés dans la réalité des systèmes électriques et des enjeux climatiques est d'autant plus important qu'une électrification conduite à l'aveugle et sans garde-fous bas carbone peut conduire à mobiliser, comme l'Allemagne le fait régulièrement, des moyens de production d'électricité fortement émetteurs de CO₂ ou s'appuyant sur des énergies fossiles importées, ce qui est totalement contraire aux objectifs aujourd'hui affichés par la Commission européenne. Comme le dit l'eurodéputé allemand Michael Bloss, « *une cible d'électrification ne sert à rien si l'électricité supplémentaire provient de centrales à gaz* ».

Défis à relever : les contradictions du plan européen

C'est cette prise en compte des réalités électriques et climatiques qui permettra de lever les contradictions apparentes du plan de la Commission européenne et de lui faire réussir le test de la mise en œuvre :

- **Une électricité compétitive : l'équation impossible ?** L'électrification repose sur une électricité compétitive, à savoir des prix abordables pour les consommateurs, qu'ils soient résidentiels ou industriels. Seule l'approche optimisant les coûts complets du système électrique garantira cette compétitivité et rendra l'électrification attractive. Or aujourd'hui encore, la Commission empile les objectifs sans s'assurer de leur cohérence et de l'optimum global. On ne peut pas demander plus d'énergies renouvelables, plus de réseaux électriques pour les déployer et en même temps exiger une baisse des tarifs de réseau et oublier les nécessaires investissements en faveur de la résilience climatique des infrastructures électriques.

- **Neutralité technologique : un principe à respecter** . Cette électrification repose tout autant sur la mobilisation de tous les moyens bas carbone de production d'électricité, ce qui suppose le respect strict de la neutralité technologique bas carbone. La priorité qui reste donnée dans ce plan d'électrification aux énergies intermittentes montre que nous en sommes encore loin.
- **Priorité à la demande : éviter les coûts échoués** . Pour réussir, cette électrification doit se faire dans le bon ordre, à savoir en donnant la priorité au développement des usages électriques et donc à la hausse durable de la consommation d'électricité, avant la poursuite d'une fuite en avant dans le développement de la production, sauf à créer des coûts échoués qui pèseront au final sur la compétitivité de l'électricité et donc sur la réussite de l'électrification : l'abondance de l'offre électrique ne créera pas mécaniquement la demande. En faisant de l'empilement d'objectifs de nouvelles capacités de production et de stockage sa priorité, le plan de la Commission prend le risque d'une fuite en avant qui fait passer l'Europe à côté de l'essentiel. Ce n'est pas en empilant des objectifs non coordonnés que l'on bâtit un système électrique résilient et compétitif, pourtant la clef de l'attractivité de l'électrification.
- **Stabilité du réseau : un impératif systémique**. L'électrification repose tout autant sur la confiance des consommateurs, à savoir la certitude de disposer d'une électricité fiable grâce à un système électrique stable et résilient. Après le black-out ibérique du printemps 2025 et le récent incident qu'a connu le réseau britannique, c'est une évidence. Les dirigeants européens ne peuvent donc plus faire l'économie d'une réflexion sur la stratégie assurant le maintien d'une capacité inertielle du système électrique européen et d'un socle de moyens pilotables de production d'électricité. Il n'y aura pas d'électrification sans prise en compte des fondamentaux systémiques de la fée électricité.
- **Fiscalité et marché carbone : des leviers sous-exploités**. La réduction du coût de l'électricité par rapport aux énergies fossiles est la clef de l'électrification, ce qui impose une réforme de la fiscalité pesant sur l'électricité. Or si elle souhaite corriger le désavantage fiscal de l'électricité face aux énergies fossiles actuellement en vigueur dans la majorité des pays européens, la Commission dispose en réalité de peu de leviers puisque la fiscalité énergétique relève des prérogatives des États membres et que la mise en place d'une fiscalité européenne relève d'une approbation à l'unanimité des États membres loin d'être acquise.
- Enfin, la cohérence des objectifs d'électrification avec l'urgence climatique et l'impératif de décarbonation passe par la mise en œuvre d'une tarification du carbone qui soit à la hauteur des enjeux. Or la réforme du marché carbone que la Commission annonce en même temps que son plan d'électrification relève davantage d'une volonté de soutenir la compétitivité des industries n'ayant pas encore fait les efforts de décarbonation nécessaires que d'engager une électrification résolument bas carbone. Le marché européen du carbone dit ETS conditionne en effet directement la rentabilité des investissements d'électrification de l'industrie. Ce n'est donc pas en assouplissant la tarification du carbone et en fragilisant le mécanisme de taxe carbone aux frontières (ou MACF) que la Commission favorisera la décarbonation par l'électrification. La Commission doit donc faire preuve de plus de cohérence.

Pour la CFE Énergies, ce n'est qu'en corrigeant ces défauts de conception et ces nombreuses contradictions que le plan d'électrification de la Commission européenne produira réellement des effets tangibles et dépassera le stade de la collection de bonnes intentions qui ne permettent pas de faire système, un comble pour l'électricité dont les fondamentaux économiques et physiques sont systémiques.

Le rôle du Gouvernement français. Fort de son propre plan d'électrification, le Gouvernement doit désormais porter à Bruxelles une position aussi claire que forte : l'électrification ne peut se réduire à un exercice de communication truffé de contradictions.

Lier électrification et souveraineté. Par ailleurs, ce plan d'électrification ne saurait se passer d'une articulation forte avec les exigences en matière de politique industrielle, à travers l'Industrial Accelerator Act et le Made In Europe car si l'Europe veut doubler son taux d'électrification d'ici 2040, elle doit impérativement subordonner ses grands plans à une préférence européenne assumée et à des mesures de protection de ses filières industrielles bas carbone. Pour la CFE Énergies, le Gouvernement doit améliorer la proposition de la Commission pour que l'Europe trouve le juste équilibre entre ambition climatique et souveraineté industrielle. Obtenir que l'objectif européen d'électrification soit de 46 % d'électrification bas carbone serait sans conteste une avancée décisive !